

2° Le salarié candidat aux fonctions de conseiller prud'homme dès que l'employeur a reçu notification de la candidature du salarié ou lorsque le salarié fait la preuve que l'employeur a eu connaissance de l'imminence de sa candidature, et pendant une durée de trois mois à compter de la nomination des conseillers prud'hommes par l'autorité administrative. Le bénéfice de cette protection ne peut être invoqué que par le candidat dont le nom figure sur la liste déposée.

Réemment au Bulletin de la Cour de Cassation

> Soc., 10 novembre 2021, n° 20-12.604, (B) [ ECLI:FR:CCASS:2021:SO01263 ]

service-public.fr

> Licenciement : protection du représentant du personnel : Licenciement du conseiller prud'homme

### Section 13 : Licenciement d'un assesseur maritime.

L. 2411-23

Ordonnance n°2012-1218 du 2 novembre 2012 - art. 3

Legif. Plan Jp.C.Cass. Jp.Appel Jp.Admin. Juricaf

Le licenciement d'un assesseur maritime ne peut intervenir qu'après autorisation de l'inspecteur du travail. Cette autorisation est également requise pour :

1° L'assesseur maritime ayant cessé ses fonctions depuis moins de six mois ;

2° Le salarié candidat aux fonctions d'assesseur maritime dès que l'employeur a reçu notification par l'autorité administrative de la candidature du salarié ou lorsque le salarié fait la preuve que l'employeur a eu connaissance de l'imminence de sa candidature, et pendant une durée de six mois après établissement de la liste des assesseurs maritimes mentionnée à l'article 7 de la loi du 19 décembre 1926 relative à la répression en matière maritime. Le bénéfice de cette protection ne peut être invoqué que par le candidat qui a déposé sa candidature auprès de l'autorité administrative.

### Section 14 : Licenciement du défenseur syndical

L. 2411-24

LOI n° 2015-990 du 6 août 2015 - art. 258 (V)

Legif. Plan Jp.C.Cass. Jp.Appel Jp.Admin. Juricaf

Le licenciement du défenseur syndical ne peut intervenir qu'après autorisation de l'inspecteur du travail.

### Section 15 : Licenciement d'un salarié membre de la commission paritaire régionale interprofessionnelle

L. 2411-25

LOI n° 2015-994 du 17 août 2015 - art. 1 (V)

Legif. Plan Jp.C.Cass. Jp.Appel Jp.Admin. Juricaf

Le licenciement du salarié membre de la commission paritaire régionale interprofessionnelle mentionnée à l'article **L. 23-111-1** ne peut intervenir qu'après autorisation de l'inspecteur du travail.

Cette autorisation est également requise pour le licenciement du salarié figurant sur la propagande électorale, pendant une durée de six mois à compter de la notification prévue à l'article **L. 23-112-2**, et pour le licenciement du salarié ayant siégé dans cette commission, pendant une durée de six mois à compter de l'expiration de son mandat.